La fin du renversement des alliances : la France, l'Autriche et la déclaration de guerre du 20 avril 1792

*Reversing the reversal of alliances: France, Austria, and the declaration of war of
april 20, 1792*

Thomas E. Kaiser

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11360>

DOI : 10.4000/ahrf.11360

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2008

Pagination : 77-98

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Thomas E. Kaiser, « La fin du renversement des alliances : la France, l'Autriche et la déclaration de guerre du 20 avril 1792 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 351 | janvier-mars 2008, mis en ligne le 01 avril 2011, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11360> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11360>

LA FIN DU RENVERSEMENT DES ALLIANCES : LA FRANCE, L'AUTRICHE ET LA DÉCLARATION DE GUERRE DU 20 AVRIL 1792

Thomas E. KAISER

Depuis l'époque de Jaurès, la tendance dominante chez les historiens de la Révolution française de toutes couleurs politiques a été d'attribuer la responsabilité de la guerre contre l'Autriche en 1792 presque exclusivement aux manœuvres des factions bellicistes, surtout les Brissotins. Le but de cet article est de démontrer que les factions ont été obligées de susciter une menace *crédible*, face à laquelle la seule solution plausible était la guerre. Le mythe vénérable d'un « complot autrichien » a certainement poussé les Français à douter des intentions des Autrichiens. Mais en ce qui concernait les émigrés, les princes possessionnés en Alsace et Lorraine, et la famille royale, les Autrichiens aussi jouèrent un rôle crucial dans la genèse de la guerre grâce aux discours et aux actes provocateurs qui envoyèrent suffisamment de faux signaux suggérant que la Révolution était en danger. Si la guerre a été menée par les factions opportunistes, la diplomatie elle aussi devait fournir son propre poison mortel.

Mots-clés : Brissotins, « complot autrichien », émigrés, Léopold II, Marie-Antoinette, princes possessionnés, renversement des alliances.

Au cours des deux dernières décennies, les spécialistes des relations internationales au XVIII^e siècle ont trouvé une sagesse nouvelle dans la leçon que de grands historiens comme Albert Sorel et Robert Palmer nous ont enseignée il y a longtemps, à savoir que la Révolution de 1789 fut un

événement aussi bien mondial que français¹. Cette affirmation est exacte, nous allons encore une fois parvenir à nous en rendre compte, pas seulement dans la mesure où la Révolution française mit en mouvement la transformation de la politique européenne sur un modèle républicain, mais aussi dans la mesure où des événements ayant lieu dans un endroit aussi éloigné que Saint-Domingue eurent une influence profonde sur le déroulement de la Révolution en France. Pour le moins, il est devenu de plus en plus clair que toute explication correcte de la dynamique complexe de la Révolution française doit reconnaître la nature poreuse des frontières qui séparent le monde international de la politique, de la finance et de la religion du lieu où les Français s'efforcèrent de l'intérieur de régénérer la nation².

De tous les événements du début de la Révolution, celui qui pourrait sembler le moins sujet à controverse à cet égard fut la guerre de 1792. Ce conflit, qui embrasa l'Europe pendant une génération, a dû, selon toute apparence, trouver son origine dans quelque rupture du système international des relations entre les puissances. Et pourtant, il se trouve qu'au cours du siècle dernier, la tendance dominante chez les historiens de la Révolution française de toutes couleurs politiques a été d'attribuer la guerre de 1792 non pas à une telle rupture, encore moins à des différends idéologiques inconciliables entre la France révolutionnaire et l'Europe contre-révolutionnaire. D'après ces historiens, les origines de la guerre étaient plutôt presque exclusivement imputables à la politique de l'Assemblée législative dont les factions invoquaient des fantasmes de menaces de l'étranger afin d'obtenir un pouvoir politique réel à l'intérieur. « Cette guerre de la France contre l'Europe était-elle vraiment nécessaire ? » demanda Jean Jaurès dans le camp socialiste. « Je crois pouvoir dire, après avoir bien étudié les documents, que, pour une bonne part, la guerre a été machinée. La Gironde y a conduit la France par tant d'artifices, qu'on n'a pas le droit de dire que la guerre était vraiment inévitable »³. De même, comme l'affirma le robespierriste Georges Michon : « Il est nullement question d'un danger extérieur, d'une agression des puissances étrangères.

(1) Plus particulièrement dans Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, Paris, Plon-Nourrit, 1885-1903, 8 t. ; et Robert R. PALMER, *The Age of the Democratic Revolution*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1959-1964, 2 t.

(2) Parmi de nombreuses autres publications remarquables, voir Paul W. SCHROEDER, *The Transformation of European Politics, 1763-1848*, Oxford et New York, Oxford University Press, 1994 ; Bailey STONE, *Reinterpreting the French Revolution : A Global-Historical Perspective*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 2002 ; Sophie WAHNICH, *L'impossible citoyen : l'étranger dans le discours de la Révolution française*, Paris, Albin Michel, 1997 ; Michael RAPPORT, *Nationality and Citizenship in Revolutionary France : The Treatment of Foreigners, 1789-1799*, Oxford, Oxford University Press, 2000 ; Jeremy J. WHITEMAN, *Reform, Revolution and French Global Policy, 1787-1791*, Hampshire, Eng., et Burlington, Vt., Ashgate, 2003.

(3) Jean JAURÈS, *Histoire socialiste de la Révolution française*, éd. Albert Soboul, Paris, Éditions sociales, 1968-1973, t. 1, p. 59.

La guerre était [...] une formidable manœuvre de politique intérieure »⁴. Les révisionnistes, en dépit de leur manière iconoclaste de traiter d'autres sujets, ont suivi. Ainsi François Furet, lançant à peine un regard au-delà du Rhin, conclut-il avec fermeté que « cette guerre est née d'une manœuvre de politique intérieure où s'est constitué progressivement autour des premiers leaders de l'Assemblée législative, le groupe girondin »⁵.

Plus récemment, les origines de la guerre de 1792 ont fait l'objet d'études plus fines et plus subtiles de la part d'historiens tels que Marc Belissa qui a disséqué les enjeux philosophiques dans le débat français sur la guerre à l'Assemblée législative⁶, et Bailey Stone, qui a élargi le problème en inscrivant le conflit dans « un affrontement inévitable des ambitions des grandes puissances et des incertitudes dans l'arène de la géopolitique continentale à la fin du XVIII^e siècle »⁷. Mais c'est l'analyse de T. C. W. Blanning, qui étudie les événements du point de vue français et aussi autrichien, qui, à mon avis, reste à ce jour, le compte rendu détaillé le plus convaincant et le plus nuancé sur la période qui précéda la guerre⁸. D'après Blanning la guerre ne fut pas précisément un résultat inévitable des « ambitions des grandes puissances et des incertitudes », comme Stone l'affirme. Elle fut plutôt la conséquence fortuite de mauvais calculs et d'ambitions : mauvais calculs du fait que les antagonistes futurs se méprirent sur les forces relatives des deux adversaires dans le conflit imminent⁹, et ambitions dans la mesure où les Brissotins et leurs alliés, pour essayer de destituer le roi et prendre le pouvoir, persuadèrent l'Assemblée que l'avenir de la Révolution reposait sur la décision de faire la guerre. « Après avoir fait preuve de toute l'indulgence possible à l'égard des Brissotins [conclut Blanning], il est impossible d'éviter la vieille conclusion que ce sont surtout eux qui ont poussé à la guerre »¹⁰. Ainsi, bien que conforté par des données et perspectives nouvelles, l'analyse de Blanning reste bien dans le schéma explicatif de l'interprétation orthodoxe.

Le but de cet article n'est pas de rejeter cette orthodoxie maintenant vénérable qui a découvert des preuves irréfutables de propagande belliciste

(4) Georges MICHON, *Essai sur l'histoire du parti Feuillant : Adrien Duport. Correspondance inédite de Barnave*, Paris, Payot, 1924, p. 359.

(5) François FURET, « Les Girondins et la guerre : les débuts de l'Assemblée législative » dans François FURET et Mona OZOUF (dir.), *La Gironde et les Girondins*, Paris, Payot, 1991, p. 203.

(6) Marc BELISSA, *Fraternité universelle et intérêt national (1713-1795) : Les cosmopolitiques du droit des gens*, Paris, Éditions Kimé, 1998, p. 255-302.

(7) Bailey STONE, *The Genesis of the French Revolution : A Global-Historical Interpretation*, Cambridge, Eng. et New York, Cambridge University Press, 1994, p. 168.

(8) T.C.W. BLANNING, *The Origins of the French Revolutionary Wars*, London et New York, Longman, 1986 et *The French Revolutionary Wars, 1787-1802*, London, Arnold, 1996. Presque dans le même ordre d'idées, voir Frank ATTAR, *La Révolution française déclare la guerre à l'Europe : L'embrasement de l'Europe à la fin du XVIII^e siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1992.

(9) T. C. W. BLANNING, *Origins*, op. cit., p. 27-28.

(10) *Ibid.*, p. 123.

cynique de la part de nombreux partis – d’abord et avant tout des Brissotins, mais également de la faction fayettiste et de celle se réclamant de Narbonne, soutenus de manière plus ou moins secrète par le roi¹¹. Sans leur propagande et leur agitation incessantes, une Assemblée quasi unanime n’aurait presque à coup sûr pas déclaré la guerre le 20 avril 1792, et ce conflit, s’il avait éclaté plus tard, aurait très probablement pris un tour différent. Dans le même temps, j’avancerai que – même si c’est pour des motifs quelque peu différents – Bailey Stone a de bonnes raisons de décrire cette déclaration comme étant « plus – bien plus – qu’une conséquence des manœuvres pour le pouvoir des factions de Brissotins, de Fayettistes et de royalistes »¹². Eu égard à l’expérience politique limitée de la plupart des députés à l’Assemblée législative¹³, les convaincre d’aller de l’avant et de se lancer dans ce combat désespéré – avec tant d’éloquence, même si Robespierre s’y était en vain opposé¹⁴ – faisait porter aux factions bellicistes la charge loin d’être insignifiante de susciter une menace *crédible*, face à laquelle la seule solution plausible était la guerre. Dans cette entreprise, les factions, inventives qu’elles étaient, n’avaient pas la liberté totale de choisir leurs ennemis étrangers, particulièrement dans la mesure où les Brissotins espéraient persuader la nation que les ennemis de la France à l’étranger s’étaient donnés la main à ceux de l’intérieur. À mon avis, ce n’était pas leur « supériorité oratoire » exagérée qui seule « influait sur la Plaine qui se laissait séduire par l’éloquence impétueuse de la Gironde »¹⁵. Plus exactement, afin de produire par synthèse un croquemitaine plausible, les partis en faveur de la guerre étaient obligés d’évoquer l’expérience diplomatique concrète de la France, plus particulièrement à l’égard de l’Autriche, tout autant que les commentaires idéologiques faits autour de cette expérience pendant presque deux générations. Pour ce qui est des puissances étrangères, il est sans doute vrai – comme l’affirme l’école orthodoxe – qu’elles auraient préféré exploiter la faiblesse française pour leurs propres fins plutôt que de mener une guerre contre une nation révolutionnaire en

(11) J. H. CLAPHAM, *The Causes of the War of 1792*, Cambridge, Eng., Cambridge University Press, 1899 ; H.-A. GOETZ-BERNSTEIN, *La Politique extérieure de Brissot et des Girondins*, Paris, Hachette, 1912 ; T. C. W. BLANNING, *Origins*, op. cit., p. 99-113 ; Munro PRICE, *The Road from Versailles : Louis XVI, Marie-Antoinette, and the Fall of the French Monarchy*, New York, St. Martin’s Press, 2002, chap. 10-12. Dans cet article, je n’aborderai pas la question controversée des buts précis, en politique intérieure, poursuivis par les partis en faveur de la guerre. Blanning adopte le point de vue habituel que Brissot et ses partisans cherchaient à abroger la constitution de 1791 et à remplacer la monarchie par une république (T. C. W. BLANNING, *Origins*, op. cit., p. 98). Belissa avance que l’attitude des Brissotins en faveur de la guerre n’avait pour seul but que d’exercer une pression politique sur la monarchie, et non de l’abolir (Marc BELISSA, *Fraternité universelle*, op. cit., p. 300-302).

(12) Bailey STONE, *Reinterpreting*, op. cit., p. 168.

(13) C. J. MITCHELL, *The French Legislative Assembly*, Leiden, E.J. Brill, 1988 ; Patrice GUENIFFEY, *La Politique de la Terreur : Essai sur la violence révolutionnaire, 1789-1794*, Paris, Fayard, 2000, p. 141.

(14) Georges MICHON, *Robespierre et la guerre révolutionnaire*, Paris, Marcel Rivière, 1937.

(15) H.-A. GOETZ-BERNSTEIN, *Politique extérieure*, op. cit., p. 83.

armes. Pourtant, elles jouèrent bien un rôle crucial dans la genèse de la guerre grâce à des discours et à des actes qui envoyèrent suffisamment de faux signaux – ou vrais, du point de vue des partisans de la guerre – pour confirmer ce que ces partis avaient passé six mois à dire à la nation, à savoir que la Révolution était en danger, et que le destin de la nation, en fait de toute l'humanité, en dépendait. En bref, Jaurès et ses successeurs avaient absolument raison de décrire la guerre comme le produit d'une manœuvre des Brissotins. Pourtant, pour imaginer cette manœuvre, sans parler de sa réussite, la diplomatie elle aussi devait fournir son propre poison mortel.

Le « complot autrichien »

En dépit d'appels à une guerre historique de libération à l'échelle mondiale au cours des débats législatifs précédents, la France engagea les hostilités le 20 avril 1792 contre un seul pays – en fait, à proprement parler, la France déclara la guerre non à un pays, mais à un souverain, François II, monarque de la dynastie Lorraine-Habsbourg qui avait récemment accédé au trône, et allait bientôt être couronné empereur du Saint Empire Romain. Bien que traité légèrement dans certains exposés sur les origines de la guerre, le choix du souverain d'Autriche comme principal antagoniste n'était ni un accident, ni sans conséquences. Pendant des mois, les partis bellicistes avaient rassuré la nation sur le fait qu'aucune autre grande puissance ne constituait une menace pour la France. La Russie, d'après eux, avait déjà à s'occuper de la Pologne ; l'Espagne était en faillite ; le gouvernement britannique était enclin à rester en bons termes à cause de la forte sympathie du peuple pour la Révolution. Pour ce qui est de la Prusse, en dépit de quelques indications inquiétantes du contraire, un demi-siècle de vénération de Frédéric le Grand avait renforcé la conviction que, au fond, ce pays « éclairé » était un « allié naturel » susceptible de boycotter une coalition agressive contre la France¹⁶. Si, comme le soutient Blanning, ces assurances étaient sans cesse reprises pour persuader les Français que leurs adversaires éventuels étaient peu nombreux et assez faibles pour être facilement défaits, elles reposaient sur d'authentiques convictions diplomatiques. En décembre 1791, Narbonne, ministre de la Guerre, envoya Talleyrand outre-Manche pour conclure une alliance avec l'Angleterre, initiative que Brissot appuya¹⁷. De même, jusqu'à ce que la Prusse entre en

(16) T. C. W. BLANNING, *Origins, op. cit.*, p. 100 ; Thomas E. KAISER, « From the Austrian Committee to the Foreign Plot : Marie-Antoinette, Austrophobia, and the Terror », *French Historical Studies*, t. 26, 2003, p. 593-594.

(17) Charles-Maurice de TALLEYRAND-PERIGORD, *Correspondance diplomatique... La mission de Talleyrand à Londres, en 1792... Ses lettres d'Amérique à Lord Lansdowne*, éd. Georges Pallain, Paris, Plon-Nourrit, 1889. Sur Narbonne, voir Georges LEFEBVRE et Jean POPPEREN, « Études sur le ministère de Narbonne », *AHRF*, t. 105 et t. 108, 1947, p. 193-217, p. 292-328 ; John ISBELL, « Madame de Staël, ministre de la Guerre ? Les discours de Narbonne devant l'Assemblée législative », *AHRF*, t. 307, 1997, p. 93-104.

guerre aux côtés de l'Autriche fin mai 1792, et même après, des agents français tentèrent à plusieurs reprises de trouver un accord avec Berlin croyant qu'ils pourraient sortir le roi de Prusse de son délire passager et le persuader d'abandonner la coalition contre-révolutionnaire¹⁸.

Pourquoi viser résolument l'Autriche ? Sans doute, l'histoire ancienne avait-elle une grande part de responsabilité. Ainsi qu'Albert Sorel le démontra magistralement il y a un siècle, l'austrophobie était un des principaux legs de l'Ancien Régime au nouveau gouvernement révolutionnaire, mais même lui sous-estima sa signification et ses ramifications politiques¹⁹. En résumé, aucune autre puissance n'avait été en guerre contre la France aussi souvent que l'Autriche depuis le Moyen-Âge, et le renversement des alliances de 1756, qui avait transformé l'Autriche en une alliée de nom de la France, avait paradoxalement intensifié, et non calmé, les soupçons de la France vis-à-vis de son ancienne ennemie. Car l'alliance avec l'Autriche était largement tenue pour responsable non seulement de l'humiliation de la France dans la guerre de Sept Ans, mais aussi de son déclin diplomatique continu, et tant regretté, lequel se poursuivait sans changement sous Montmorin, ministre austrophile des Affaires étrangères de Louis XVI de février 1787 à novembre 1791²⁰.

Deux autres points concernant l'austrophobie française sont à noter dans ce contexte. D'abord, bien qu'avant 1789 elle ait surtout été une affaire réservée à l'élite, mise en avant par la faction des dévots à la cour et par des agents de Frédéric le Grand, l'austrophobie devint plus largement diffusée et popularisée au début de la Révolution. Claude Charles de Peyssonnel, diplomate chagrin, servit de pont entre l'austrophobie de l'élite et celle du peuple par ses pamphlets, ses rapports, et ses discours aux clubs Jacobins qui furent publiés. Ayant exercé sur la France « un pouvoir secret qui tient de la magie et du prestige », l'Autriche, affirmait Peyssonnel,

« [...] a su la tenir constamment dans un état d'absolue inertie, dans un léthargique sommeil qui a affaibli et énervé sa puissance militaire, a su, en écrasant ses amis et lui enlevant ses alliés, anéantir sa puissance fédérative, a su enfin lui inspirer cette aveugle docilité à tous ses conseils, obtenir d'elle cette dangereuse condescendance à tous ses désirs, lui imposer cette humi-

(18) Archives du Ministère des Affaires étrangères (dorénavant AAE), Correspondance politique (dorénavant CP), Prusse 213.

(19) Albert SOREL, *L'Europe*, vol. 1 ; Michael HOCHEDLINGER, « "La cause de tous les maux de la France" : Die "Austrophobie" im revolutionären Frankreich und der Sturz des Königtums 1789-1792 », *Francia : Forschungen zur westeuropäischen Geschichte*, t. 24/2, 1997, p. 73-120 ; Gary SAVAGE, « Favier's Heirs : The French Revolution and the Secret du Roi », *The Historical Journal*, t. 41, 1998, p. 225-58 ; Thomas E. KAISER, « Who's Afraid of Marie-Antoinette ? Diplomacy, Austrophobia, and the Queen », *French History*, 14, 2000, p. 241-271, et « From the Austrian Committee ».

(20) Bailey STONE, *Genesis*, op. cit. ; Orville MURPHY, *The Diplomatic Retreat of France and Public Opinion on the Eve of the French Revolution, 1783-1789*, Washington, D.C., Catholic University Press of America, 1998.

liante subordination à ses volontés, qui lui ont fait perdre sa prééminence, sa considération, et l'ont rangée en quatrième ligne dans l'ordre des Puissances de l'Europe »²¹.

En dépit de la mort de Peyssonnel en 1790, sa campagne contre la menace autrichienne se poursuivait, en grande partie grâce à Jean-Louis Carra, qui s'était associé à Jean-Louis Favier, le prééminent apôtre de l'austrophobie de l'Ancien Régime, et qui était aussi un admirateur de Peyssonnel et un allié proche de Brissot²². Carra, responsable d'avoir fait de la pique – dite « pique à la Carra » – un accessoire à la mode très prisé des républicains patriotes, ne cessa de s'en prendre à tous les aspects de la menace autrichienne dans ses pamphlets et ses *Annales patriotiques*, qui devinrent l'un des journaux les plus lus dans les clubs Jacobins dans le pays tout entier²³. Une preuve convaincante de la portée et de l'impact du travail de Carra – et de Peyssonnel – vint des Autrichiens épouvantés, qui distinguèrent ces deux publicistes pour les dénoncer à Montmorin et demandèrent en vain qu'il trouve quelque moyen de les réduire au silence²⁴. Vienne pouvait protester autant qu'elle le voulait, mais le message austrophobe de Peyssonnel et de Carra atteignait le grand public, comme le prouvent des rapports envoyés au Comité de Recherches de l'Assemblée qui faisaient état de la découverte d'une main autrichienne malveillante derrière des exportations suspectes d'or, des pénuries de nourriture, et un espionnage militaire par des présumés déserteurs de l'armée autrichienne²⁵.

Un second trait caractéristique de l'austrophobie française était le lien que ses champions établissaient sans cesse entre l'échec de la politique étrangère de la France et la prétendue subversion à l'intérieur. Depuis 1756, des détracteurs du traité avec l'Autriche, tels Jean-Louis Favier, alléguèrent que seule une conspiration interne orchestrée par Vienne pouvait expliquer que la France se soit volontairement écartée du grand système

(21) Claude Charles de PEYSSONNEL, *Situation politique de la France, et ses rapports actuels avec toutes les puissances de l'Europe : Ouvrage dont l'objet est de démontrer, par les faits historiques et les principes de la saine Politique, tous les maux qu'a causé à la France l'Alliance Autrichienne, et toutes les fautes que le Ministère François a commises depuis l'époque des Traités de Versailles, de 1756, 57 et 58, jusqu'à nos jours*. 2^e éd., Neufchâtel et Paris, Buisson, 1790, t. 1, p. 97 ; voir également « Discours prononcé à l'Assemblée de la Société des Amis de la Constitution [...] le mercredi 10 mars 1790 », Paris, Gattey, 1790.

(22) Stefan LEMNY, *Jean-Louis Carra (1742-1793) : Parcours d'un révolutionnaire*, Paris et Montréal, L'Harmattan, 2000, p. 231.

(23) [Jean-Louis CARRA], *L'Orateur des États-Généraux pour 1789*, [n.p.], n.pub., [1789], et *id.*, *L'Orateur des États-Généraux – Seconde Partie*, Paris, Garnery et Volland, 1789. Michael KENNEDY, « L'Oracle des Jacobins des départements : Jean-Louis Carra et ses *Annales patriotiques* », dans *Actes du Colloque Girondins et Montagnards (14 décembre 1975)*, Paris, Société des études robespierristes, 1980, p. 247-268.

(24) Alfred d'ARNETH et Jules FLAMMERMONT, eds., *Correspondance secrète du comte de Mercy-Argeuteau avec l'empereur Joseph II et le prince de Kaunitz*, Paris, Imprimerie nationale, 1891, t. 2, p. 253, 287.

(25) AN D 29bis, *passim*. Une lettre dans AN D 29bis 16 n° 174 prouve que Carra recevait des rapports sur une prétendue subversion autrichienne directement de provinciaux en Lorraine.

d'alliances du cardinal de Richelieu avec les puissances de l'Europe de l'Est comme la Suède, la Pologne et la Turquie – système qui avait étayé la prééminence française en Europe pendant plus d'un siècle. Dans chacune des décennies suivantes, ces critiques « découvrirent » un nouveau maillon dans la chaîne de trahison. Madame de Pompadour, la première coupable présumée dans ce que l'on peut appeler le « complot autrichien », avait en fait joué un rôle considérable dans les coulisses au cours de négociations sur l'alliance de 1756. Ce rôle permit à Frédéric le Grand de rendre crédible son compte rendu, reflet dénaturé mais déterminant de ces négociations, selon lequel l'impératrice d'Autriche Marie-Thérèse avait transformé Mme de Pompadour en une marionnette de l'Autriche en envoyant une lettre flatteuse à cette bourgeoise, maîtresse du roi²⁶. Quand dans les années 1760 la créature de la Pompadour, le ministre des Affaires étrangères Choiseul, tenta de sauver l'alliance avec l'Autriche et pour cette raison et d'autres s'acquit la haine éternelle des dévots austrophobes, Favier, entre autres, l'accusa d'avoir toujours été un agent secret de Vienne²⁷. Bien que congédié en 1770, Choiseul laissa derrière lui son propre héritage suspect en la personne de Marie-Antoinette, qui fut le maillon suivant dans la chaîne de trahison. La reine, fière maîtresse du Petit Trianon – connu de tous sous le nom de « Petite Vienne » -, fut généralement soupçonnée dès le milieu des années 1780 de mettre l'État français en faillite en détournant d'énormes sommes d'argent pour subventionner les projets extravagants de son frère Joseph II à l'étranger. En 1790, elle se retrouva – dit-on – à diriger un prétendu comité autrichien dont le but était de saper la Révolution pour le compte de sa famille autrichienne. Vu selon la perspective française, cet amalgame de faits et de fiction, qui mêlait des événements intérieurs et extérieurs au pays se tenait parfaitement et semblait aussi plausible que toute autre explication sur le déclin abrupt et la faillite progressive d'un État que Dieu et la Nature avaient sûrement destiné à être la puissance dominante en Europe²⁸.

« La clé de la voûte de ce nouvel édifice élevé contre vous »

Pour *nécessaire* qu'ait été la foi en un « complot autrichien » dans le déclenchement de la guerre en 1792, elle n'en était pas une condition *suffisante*. Soupçons et hostilité, seuls, ne sont pas causes de guerre ; si tel était

(26) FRÉDÉRIC II, « Lettre de la marquise de Pompadour à la reine de Hongrie », *Supplément aux œuvres posthumes de Frédéric II roi de Prusse*, Cologne, [n.pub.], 1789, t. 3, p. 241-246. J'ai l'intention d'analyser les origines et l'impact de cette fausse lettre dans mon livre à paraître, *Devious Ally : Marie-Antoinette and the Austrian Plot*.

(27) Jules FLAMMERMONT, éd., « [Jean-Louis Favier] Précis de faits sur l'administration de M. de Choiseul », *La Révolution française*, t. 36, 1899, p. 411-462.

(28) Thomas E. KAISER, « Who's Afraid », art. cité.

le cas, il n'y aurait jamais de paix, ou rarement. Blanning fait une remarque assez semblable ; cependant, du fait qu'il minimise la menace autrichienne en tant qu'élément précipitant la guerre et qu'il met si résolument l'accent sur les méprises des antagonistes potentiels sur leur puissance relative, il donne l'impression que, en dehors de l'ambition des Brissotins, la guerre était essentiellement le produit d'une arithmétique politique erronée – « l'incapacité répétée des décideurs à tomber juste dans leurs calculs »²⁹. Il ne peut y avoir aucun doute que des méprises concernant les forces relatives des antagonistes éventuels allèrent dans le sens de la déclaration de guerre en 1792, et pourtant, il est tout aussi sûr que rien d'aussi simple qu'une erreur d'arithmétique n'était en cause ; il s'agissait de bien plus que cela. Au-delà des ambitions des partis bellicistes, le facteur clé fut l'émergence d'une menace crédible sous la forme d'un empire autrichien renaissant qui, quelles qu'aient été ses véritables intentions, semblait à la fois pouvoir et vouloir écraser la Révolution.

Or, il est vrai qu'à la veille de la Révolution, l'Autriche ne semblait pas tirer profit des menées subversives vis-à-vis de la France dont on l'accusait depuis longtemps, ni de son entente de plus en plus étroite, et du point de vue français hautement regrettable, avec la Russie. En 1785, Joseph avait été forcé d'accepter un règlement financier humiliant pour une crise aux Pays-Bas qu'il avait fomentée afin d'acquérir la Bavière – paiement que Frédéric le Grand tourna en dérision comme étant « la gratification de l'empereur ». Trois ans après, l'Autriche se trouva entraînée dans une guerre avec la Turquie qui, en dépit de l'aide russe, ne devint pas la déroute immédiate que tous, sauf les Turcs, avaient prédit qu'elle serait³⁰. Des preuves fournies par les archives du Ministère français des Affaires étrangères montrent que Montmorin, afin d'aider l'Autriche à se sortir de ce bourbier, donna des instructions à Choiseul-Gouffier, ambassadeur de France en Turquie, pour que, dans ses tentatives de médiation, il prenne ses ordres directement auprès du chancelier autrichien Kaunitz³¹. Malgré le recours réitéré de Kaunitz à cet étonnant abandon de souveraineté, ceci ne mena pas à un règlement du conflit avec la Turquie, en partie à cause du fait que Kaunitz insistait pour que Choiseul-Gouffier adoptât un ton intimidant, ce qui alla à l'encontre du but recherché, lorsqu'il négociait avec les Turcs au nom de l'Autriche³². Enfin, l'Autriche eut à faire face à un soulèvement en Belgique à la fin de 1789, ce qui, ajouté à ses autres problèmes, la rendit si

(29) T. C. W. BLANNING, *Origins, op. cit.*, p. 28.

(30) Pour une perspective française sur ces événements, voir Orville T. MURPHY, *Charles Gravier, Comte de Vergennes : French Diplomacy in the Age of Revolution, 1719-1787*, Albany, State University of New York Press, 1982, chap. 33 et *Diplomatic Retreat*, chap. 4.

(31) AAE, CP Turquie 180, f° 356.

(32) Choiseul-Gouffier se plaignit à Montmorin que la stratégie agressive de Kaunitz dans ces négociations jetait les Turcs dans les bras des Prussiens (AAE, CP Turquie 181, f° 17).

vulnérable que pendant un temps une invasion par sa vieille ennemie la Prusse parut presque certaine.

Mais il faut bien reconnaître que, pendant la période de deux ans entre l'avènement de Léopold II en février 1790 et la guerre contre la France, l'Autriche connut un revirement de fortune si total que, jusqu'à ces derniers temps, il semblait que Léopold avait sauvé l'Autriche au bord du désastre³³. Dès la fin de 1790, Léopold avait soumis et réoccupé la Belgique, et en août de l'année suivante il parvint à un règlement avec la Turquie sous les auspices de l'Angleterre. Tout aussi important fut le fait que l'Autriche, dont la politique étrangère au cours du demi-siècle écoulé avait surtout été construite autour du projet de reprendre la Silésie, régla peu à peu ses affaires avec la Prusse, son ennemie jurée « naturelle ». De fait, dès le début de février 1792, la Prusse et l'Autriche avaient signé une alliance officielle. Ce processus, souvent désigné comme « la seconde révolution diplomatique » de l'Autriche eut des répercussions essentielles sur le système international. Pour l'Autriche, cela signifiait qu'elle se sortait d'une situation extrêmement dangereuse et permettait à Léopold, pour autant qu'il pût compter au minimum sur des relations cordiales avec la Prusse et la Russie, d'affronter la France révolutionnaire à partir d'une position de plus en plus forte. Pour la France, cela voulait dire que, contrairement à toute attente, la rivalité austro-prussienne qu'elle n'avait cessé de cultiver et sur laquelle elle avait tablé pendant cinquante ans pour faire pression en Europe de l'Est et y diriger les affaires s'était brusquement dissipée, rendant la nation plus vulnérable que jamais face à une invasion étrangère. « Je crois ses vues pacifiques » ainsi que Noailles, ambassadeur de France, en fit la remarque à propos de Léopold II, « mais nous avons toujours à craindre la confiance que peut lui inspirer son alliance avec le roi de Prusse »³⁴.

C'est ce fait nouveau – autant que l'épisode de Varennes – qui place dans une perspective convenable la déclaration de Pillnitz, faite par l'Autriche et la Prusse en août 1791, qui avertissait qu'un châtement serait conjointement administré par les puissances étrangères si l'on faisait du mal à la famille royale de France. La plupart des historiens avancent que la

(33) Voir, par exemple, SCHROEDER, *Transformation*, op. cit., p. 87-88. Ce point de vue a été largement contesté par Matthew Mayer, qui avance que Joseph avait beaucoup fait pour poser les bases de ce revirement de fortune au moment où Léopold lui succéda. Matthew Z. MAYER, « The Price for Austria's Security : Part I – Joseph II, the Russian Alliance, and the Ottoman War, 1787-1789 » et « The Price for Austria's Security : Part II – Leopold II, the Prussian Threat, and the Peace of Sistova, 1790-91 », *The International History Review*, t. 26, 2004, p. 237-239, p. 473-514. Pour d'autres traitements, voir Robert Howard LORD, *The Second Partition of Poland : A Study in Diplomatic History*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1915 ; T. C. W. BLANNING, *Origins*, op. cit., p. 80-89 ; Michael HOCHEDLINGER, *Austria's Wars of Emergence, 1683-1797*, London, Longman, 2003, chap. 18 et *Krise und Wiederherstellung. Österreichs Grossmachtpolitik zwischen Türkenkrieg und "Zweiter Diplomatischer Revolution," 1787-1791*, Berlin, Duncker & Humblot, 2000.

(34) AAE, CP Trèves 34, f° 242-243.

déclaration de Pillnitz constituait une menace illusoire du fait qu'elle stipulait qu'une action offensive exigeait la participation de tous les souverains européens, et ils laissent supposer que les bellicistes français ignorèrent délibérément cette échappatoire³⁵. Cependant, le durcissement de la coalition des puissances de l'Est autour de l'Autriche montre pourquoi, en dépit de cette dérobade, Pillnitz pouvait bien sembler de mauvais augure pour les Français, et ceci de plus en plus, à la lumière des rapports diplomatiques confirmant l'engagement de la Prusse dans les nouvelles dispositions qui la liaient à l'Autriche³⁶. « Les vues de l'empereur se développent de plus en plus », prévenait *Le Moniteur* en janvier 1792. « Les premières bases du système qu'il poursuit ont été proposées à Pillnitz ; on lui a donné plus de confiance par l'alliance avec la Prusse : une nouvelle alliance avec les États-Généraux des Provinces-Unies doit le cimenter davantage [...] il n'en faut pas douter, le printemps prochain dévoilera ses vastes projets »³⁷.

Loin de cacher leur nouvelle force, les Autrichiens l'exhibèrent dans l'espoir de gagner ce qu'ils voulaient au rabais, c'est-à-dire grâce à la même méthode d'intimidation que Kaunitz avait auparavant forcé Choiseul-Gouffier à adopter lorsqu'il négociait avec les Turcs pour le compte de Vienne. Il est certain que Léopold tout comme Kaunitz refusèrent d'intervenir directement dans les affaires françaises ; ils réitérèrent leurs intentions pacifiques et attirèrent l'attention sur les preuves de la modération considérable de l'Autriche au cours des six mois précédant le début de la guerre. Le 24 janvier 1792 encore, Kaunitz présentait ses arguments contre la guerre dans les termes les plus vifs possibles, alléguant qu'elle allait non seulement mettre en danger la famille royale, mais aussi

« [...] entraîner les puissances étrangères à pure perte dans une guerre ruineuse, pour n'effectuer tout au plus que l'établissement forcé d'un état de choses, sur la durée duquel on ne pourrait compter que pour autant et aussi longtemps que les armées étrangères seraient et demeureraient en France, et que moyennant cela, non sans risques et avec des frais incalculables, on se trouverait n'avoir rien fait que d'augmenter les malheurs de la France pour le présent et l'avenir »³⁸.

(35) Par exemple, T. C. W. BLANNING, *Origins, op. cit.*, p. 86-89 et Munro PRICE, *Road, op. cit.*, p. 241. Kaunitz affirma que Pillnitz était un échec du fait que Léopold n'avait pas été en mesure d'intéresser les puissances étrangères aux affaires de la France. Alfred RITTER VON VIVENOT, éd., *Quellen zur Geschichte der Deutschen Kaiserpolitik Oesterreichs während der Französischen Revolutionskriege, 1790-1801*, Vienna, Wilhelm Braumüller, 1874-1890, t. 1, p. 271.

(36) Voir, par exemple, la dépêche de Noailles du 4 août 1791, faisant état de l'« entente parfaite qui prévaut entre les cabinets de Vienne et Berlin » dans AAE, CP Autriche 362, n° 75. La plupart des historiens soulignent que la Prusse avait des intentions plus belliqueuses que l'Autriche à cause de ses ambitions territoriales contrariées.

(37) *Le Moniteur*, réimp., t. 11, 22 janvier 1792, p. 173.

(38) Vivenot, *Quellen*, t. 1, p. 343.

Pourtant, ces réserves n'empêchèrent pas Kaunitz d'avertir la France le 21 décembre 1791 que, à tout acte d'agression de la part des Français, riposteraient les armées de l'empereur et une coalition de « souverains réunis en concert pour le maintien de la tranquillité publique et pour la sûreté et l'honneur des couronnes »³⁹, paroles qui furent rappelées et dénoncées en France dans les débats sur la guerre. Selon l'ambassadeur de Suède Staël-Holstein, quelque subtiles qu'aient pu être les réserves émises dans cette mise en garde, elles avaient manifestement échappé aux Français qui, d'un bout à l'autre de l'éventail politique, en vinrent rapidement à considérer les Autrichiens comme un danger manifeste et présent. Le public français, d'après Staël-Holstein le 1^{er} janvier 1792,

« [...] aveuglé sur les dangers de la guerre par l'enthousiasme et pénétré d'une haine quasi-nationale contre la monarchie autrichienne, méprise les nuances de l'Empereur et veut à tout prix se battre. La cour et les ministres ayant toujours conservé quelque leur d'espérance d'un accommodement ont peut-être trop compté sur les sentiments pacifiques de l'Empereur⁴⁰ ».

Loin de modérer ses menaces, Kaunitz, soumis à la pression croissante d'une Prusse belliqueuse et des partisans autrichiens d'une politique plus téméraire, tels le baron Thugut, devint peu à peu plus vigoureux dans ses condamnations de la situation politique de la France au cours des mois suivants. Il répéta de nombreuses fois ses avertissements selon lesquels les puissances étrangères avaient le droit et le devoir de remédier aux violations par les Jacobins de la nouvelle constitution, et déclara le 17 février 1792 que, alors que Léopold avait fait tout ce qu'il pouvait pour contenir les émigrés, le but de la coalition menée par l'Autriche était de « contraindre le roi et la nation à accepter les lois qu'ils auront faites », garantissant ainsi l'inviolabilité du roi et de la monarchie⁴¹.

Si ces avertissements étaient destinés à faire peur, ils allaient cependant bien au-delà des mots, et comme J.H. Clapham l'observa justement il y a presque un siècle, « arrogants à l'extrême [...] tels qu'aucune nation qui se respecte ne pouvait manquer de s'en indigner »⁴². C'était, sûrement, le

(39) AAE, CP Autriche 362, f° 287.

(40) Eric Magnus, baron de STAËL-HOLSTEIN, *Correspondance diplomatique du baron de Staël-Holstein* éd. L. Léouzon Le Duc, Paris, Librairie Hachette, 1881, p. 243.

(41) Ces paroles furent connues du public : elles furent publiées dans *Le Moniteur*, réimp., t. 11, 3 mars 1792, p. 525, et Brissot en fit grand cas dans son discours publié dans *ibid.*, 12 mars 1792, p. 602-603. Sur le processus de prise de décision à Vienne, voir Karl A. ROIDER, Jr., *Baron Thugut and Austria's Response to the French Revolution*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1987, chap. 4.

(42) J. H. CLAPHAM, *Causes*, op. cit., p. 108. Blanning semble endosser ce point de vue lorsqu'il dit, « en cherchant à intimider les révolutionnaires, en brandissant la menace qu'une nouvelle coalition se mêlerait des affaires intérieures de la France, ils accordèrent une force irrésistible aux arguments du parti de la guerre » dans *Origins*, p. 123. Cependant, comme il minimise la gravité des menaces austro-prussiennes, Blanning en revient au point de vue orthodoxe que le ressort principal de la guerre se trouvait dans la politique de l'Assemblée.

point de vue non seulement des partis bellicistes, mais également du nouveau ministre des Affaires étrangères Delessart, qui, n'étant pas Brissotin, tenait beaucoup à préserver à la fois la paix et l'alliance de 1756, et fut plus tard éliminé pour vigilance insuffisante envers la menace autrichienne. « On a cru y voir l'indice d'une ligue formée à l'insu de la France et peut-être contre elle », déclara Delessart en réaction à la dépêche de Kaunitz du 21 décembre. « On a été étonné que l'Empereur, beau-frère & allié du Roi, ne lui ait point fait part de ce concert formé entre les Souverains de l'Europe, à la tête duquel Sa Majesté Impériale paroît être placée »⁽⁴³⁾. La coalition, Delessart l'observa avec horreur, semblait résolue à supprimer la nouvelle constitution – quand bien même elle était devenue « une espèce de religion » pour les Français – et à imposer ses propres lois. Il avait du mal à croire que l'empereur fût obtus au point de ne pas se rendre compte qu'une telle ingérence dans les affaires intérieures de la France provoquerait la colère de la nation et unifierait le peuple français comme rien d'autre ne le ferait, et il ne pouvait attribuer la politique de la corde raide de Léopold qu'à l'influence malveillante, de plus en plus grande semblait-il, des émigrés sur l'empereur et ses alliés⁽⁴⁴⁾.

Si cette analyse, faite par un ministre feuillant partisan de la paix et victime imminente des Brissotins, était l'affirmation que la puissance renaissante de l'Autriche et les mises en garde agressives envoyaient des ondes de choc qui atteignirent plus qu'une partie du système politique français, elle démontre également – et aucun historien n'a assez souligné ce point – que les Français avaient Léopold pour point de mire, le considérant comme le manipulateur principal derrière la formation de la coalition contre-révolutionnaire. La raison pour laquelle la majorité des citoyens voulaient la guerre, ainsi que le rapporta l'ancien secrétaire de Mirabeau, Jean-Joachim Pellenc, le 15 janvier 1792, « c'est qu'on est persuadé qu'il se trame une coalition parmi les puissances ; que l'empereur en est le chef ; qu'il finirait par nous attaquer, s'il n'était pas prévenu par nous ; que les délais tourneraient par conséquent à notre ruine en donnant à nos ennemis le temps de se préparer »⁽⁴⁵⁾. Les Brissotins avaient leurs propres raisons de choisir Léopold pour cible comme étant « notre véritable, notre principal ennemi »⁽⁴⁶⁾. Frère de Marie-Antoinette, il pouvait de manière plausible être associé à la cour de France et présumé membre du subversif « comité autrichien » que les Brissotins voulaient purger. Prendre le personnage de Léopold pour centre d'intérêt permettait également aux Brissotins de

(43) AAE, CP Autriche 363, f° 55.

(44) *Ibid.*, f° 56-62.

(45) Hans GLAGAU, éd., *Die Französische Legislative und der Ursprung der Revolutionskriege, 1791-1792*, Berlin, E. Ebering, 1896, p. 288.

(46) Discours d'Isnard, dans *Le Moniteur*, réimp., t. 11, 22 janvier 1792, p. 179.

détourner l'attention de leurs évaluations, manifestement contradictoires, de la puissance de la coalition, qu'ils représentaient à la fois comme assez grande pour constituer un danger mortel et assez petite pour être facilement vaincue. Pour la plupart des autres Français, Léopold resta une figure quelque peu mystérieuse jusqu'à sa mort : il eut la réputation d'être un prince éclairé, mais à qui l'on ne pouvait guère faire confiance. « Léopold n'en est pas moins une énigme pour tous les partis », d'après une opinion exprimée dans *Le Moniteur* : « On ne sait quelquefois si c'est un homme ordinaire qui cédant par faiblesse réussit par hasard, ou si c'est un homme supérieur qui a de grandes vues et médite de grands desseins »⁴⁷. Que Léopold ait été homme de main ou visionnaire, pratiquement tous les observateurs reconnaissaient que, du fait qu'il « tient la clé de la voûte de ce nouvel édifice élevé contre vous », il était devenu le véritable arbitre du destin de l'Europe⁴⁸. Pour cette raison, la paix en Europe semblait reposer – de manière précaire – sur la volonté de Léopold de résister chez lui à ses propres groupes de pression favorables à la guerre. « S'il résiste aux sollicitations de ses alliés, aux tentations de sa famille, aux aiguillons de son amour-propre de souverain », d'après le commentaire du *Moniteur*,

« il est placé, dans les circonstances, comme une digue qui arrêtera les flots prêts à fondre sur la France, ou en brisera du moins la force et l'impétuosité. Mais si Léopold, resserré dans le présent, se laissait entraîner par des intrigues du jour, par des vues sans lendemain ; s'il devenait le bras d'hommes sans têtes, et l'égide d'hommes sans pudeur et sans foi, l'attaque serait générale »⁴⁹.

« L'égide d'hommes sans pudeur et sans foi »

Qui étaient ces prétendus « hommes sans pudeur et sans foi » ?

D'abord, c'étaient les émigrés mentionnés plus haut et leurs hommes liges qui cherchaient à renverser la Révolution par la force. Des historiens comme Blanning ont souligné que les armées des émigrés étaient en réalité des tigres de papier et que Léopold faisait ce qu'il pouvait pour

(47) *Le Moniteur*, réimp., t. 10, 17 novembre 1791, p. 385. Noailles avait commenté les tendances anglophiles inquiétantes de Léopold lorsqu'il avait accédé au pouvoir. Voir AAE, Autriche 359, f° 266. Les Français auraient été encore moins rassurés s'ils avaient eu accès à la correspondance de Léopold avec Joseph II dans les années 1780. Dans celle-ci, Léopold regrettait que la situation de l'Autriche à l'égard de la France « est telle que jamais on ne pourra être dans des circonstances à pouvoir faire ressouvenir et repentir de la fausseté et duplicité de sa conduite ». Alfred RITTER VON ARNETH, éd., *Joseph II und Leopold von Toscana. Ihr Briefwechsel von 1781 bis 1790*, Vienna, W. Braumüller, Hofbuchhändler, 1872, t. 1, p. 258.

(48) Discours de Beugnot dans *Le Moniteur*, réimp., t. 11, 22 janvier 1792, p. 176. La déclaration de Delessart du 15 février 1792 était caractéristique : « La base de notre opinion sur la cour de Berlin est qu'elle règlera sa conduite sur celle de l'Empereur, ce sera donc essentiellement Léopold II qui nous causera la guerre ou qui nous en préservera » (AAE, CP Autriche 363, f. 142).

(49) *Le Moniteur*, réimp., t. 10, 21 décembre 1791, p. 673.

les contenir et les disperser⁵⁰. Certes. Mais Léopold avait également rencontré des princes émigrés et leur avait donné asile, et, alors qu'il penchait pour paralyser les armées d'émigrés, il était également en mesure de les mettre en mouvement avec le soutien d'une armée bien plus importante dans une guerre contre la France. Le moins que l'on puisse dire est que, si un ennemi des Brissotins bien informé comme Delessart craignait que Léopold ne cédât aux exigences des émigrés en faveur d'une action offensive, le spectre de légions austro-prussiennes commandées par des émigrés traversant la frontière n'avait pas pu être seulement le résultat d'une paranoïa inspirée par les Brissotins. Les Autrichiens ignoraient-ils les sensibilités des Français à cet égard, ainsi que certains historiens l'ont prétendu, et agissaient-ils en fonction d'un ensemble de suppositions totalement erronées concernant la réaction vraisemblable des Français à leurs menaces ? Pas précisément. Le 7 janvier 1792, Mercy-Argenteau, ancien ambassadeur d'Autriche en France, avertit Kaunitz en termes catégoriques que les Français interpréteraient la moindre faveur accordée par l'empereur aux émigrés comme un signe que l'Autriche avait l'intention de renverser la constitution française. Un tel signe, Mercy insista, inciterait les Français à déclencher « une croisade » et « une insurrection générale, et dans les armées des agresseurs et dans leurs États », et, dans cette éventualité, « la révolution française pourrait faire en six mois le tour du monde »⁵¹. De même, à la fin de l'hiver et au début du printemps 1792, l'ambassadeur de France à Vienne, Noailles, tenta obstinément de faire comprendre aux Autrichiens combien les Français étaient inquiets à propos du durcissement de la coalition contre-révolutionnaire. Cependant, les arguments de Noailles en faveur d'une plus grande modération de la part de l'Autriche – en particulier dans le discours qu'elle tenait – furent ignorés, ce qui amena Noailles à conclure que, bien que l'Autriche n'eût pas l'intention de mener une guerre offensive, elle « se préparait à nous faire des demandes sur lesquelles il seroit peut-être difficile de s'entendre avant d'avoir essayé la force des armes »⁵². Ainsi lorsque les Autrichiens se retrouvèrent finalement en guerre avec la France, ils n'auraient pas dû être surpris. Face à des mises en garde répétées, ils avaient poursuivi une stratégie risquée de menaces à peine voilées en réaction à une politique française qu'ils jugeaient condamnable. Si les Autrichiens firent des erreurs de calcul, ils surestimèrent non seulement leur capacité à manipuler les Français par l'intimidation, mais aussi la retenue des Français devant des mots et des actions que les Autrichiens savaient, de plus d'une source, être extrêmement provocateurs.

(50) T. C. W. BLANNING, *Origins*, op. cit., p. 78 et 88.

(51) GLAGAU, *Französische Legislative*, op. cit., p. 280-281.

(52) AAE, CP Autriche 363, f° 270.

Un deuxième groupe de pression dangereux était composé de ceux qu'on appelait les princes possessionnés, c'est-à-dire des nobles, pour la plupart allemands, qui s'élevaient contre la perte de leurs droits seigneuriaux et ecclésiastiques en Alsace et en Lorraine depuis que ces droits avaient été annulés par la législation anti-féodale de la Révolution⁵³. Cette affaire pouvait sembler n'être qu'un petit détail non résolu dans le processus d'éradication du système féodal, mais, de fait, elle avait potentiellement des implications internationales explosives. La plupart des princes avaient rejeté les offres réitérées des Français de compensation monétaire pour leurs droits annulés sur une base individuelle, soutenant que du fait que ces droits avaient été légalement consignés dans des traités ratifiés par l'empereur et la Diète impériale, seuls l'empereur et la Diète détenaient le pouvoir de négocier leur abrogation comme un tout. De plus, d'après ces princes, la France, en violant leurs droits de manière si flagrante, rompait unilatéralement les traités mêmes par lesquels elle avait acquis sa souveraineté sur l'Alsace et la Lorraine, auparavant dépendances de l'Empire ; si la France persistait dans sa campagne de suppression du féodalisme, elle risquait de perdre la reconnaissance internationale de ses titres relatifs à ces deux provinces stratégiquement placées sur la frontière allemande, ainsi que son droit précieux d'intervenir dans les affaires impériales, comme stipulé dans le traité de Westphalie⁵⁴. En effet, d'après la mise en garde des princes, maintenant que ce nouveau régime s'emparait de territoires tels qu'Avignon sous prétexte que les revendications territoriales sanctionnées par l'histoire, émanant d'autres puissances, ne l'emportaient pas devant la volonté souveraine de leurs populations, la France pouvait perdre la reconnaissance de ses droits non seulement sur l'Alsace et la Lorraine, mais sur toutes les terres acquises par traité sous l'Ancien Régime, c'est-à-dire, sur une bonne partie du patrimoine national.

En avalisant cet argument de manière retentissante, la Diète impériale approuva un *conclusum* solennel en août 1791, ratifié par Léopold en décembre, qui, de fait, nationalisait le conflit en dénonçant la spoliation des princes comme étant « non seulement des actes arbitraires, attentatoires et lésionnaires de leurs droits et propriété, mais aussi des violations et des atteintes portées à la suprématie et à la suzeraineté de S.M. Imp[éria]le et de l'Empire »⁵⁵. Face à ces allégations et exigences vigoureuses, les Français demeurèrent fermes : les princes seraient traités individuellement

(53) Ce litige mérite un réexamen approfondi. L'étude classique, mais qui date, est celle de Pierre MURET, « L'Affaire des princes possessionnés d'Alsace et les origines du conflit entre la Révolution et l'Empire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 1, 1899-1900, p. 433-456 et 566-92. Pour quelques-unes de ses implications dans le droit international, voir Marc BELISSA, *Fraternité universelle, op. cit.*, p. 219-223.

(54) AAE, CP Allemagne 661, f° 371.

(55) AAE, CP Allemagne 663, f° 196.

en tant que seigneurs féodaux de France ; il n'y avait aucune raison que l'on impliquât l'empereur ou la Diète dans des négociations sur la compensation ; et toute concession sur ces procédures constituerait un acte de lèse-nation impensable dans ces circonstances.

Blanning affirme que, comme la question des émigrés, cette impasse était « bien moins susceptible de mettre le feu aux poudres qu'il semblait de prime abord »⁵⁶. Les princes, remarque-t-il, ne disposaient pas des moyens de faire valoir leurs revendications sans une aide armée de la coalition austro-prussienne, ce que Léopold, considérant qu'il lui fallut quatre mois pour ratifier le *conclusum* et au vu d'autres preuves, montrait peu d'empressement à fournir⁵⁷. À cet argument, on peut rétorquer que, en premier lieu, même si Léopold n'avait pas l'intention de laisser cette controverse, ou toute autre, déboucher sur un conflit, il n'était guère plus disposé à ne pas intervenir alors que le roi de Prusse se faisait le champion des princes le plus éloquent et le héros de l'Allemagne. Au contraire, des agents français rapportèrent que, loin d'inciter les princes à accepter les offres françaises de compensation, et ainsi minimiser l'antagonisme, Léopold exploitait cette situation pour réaffirmer la position dominante de l'Autriche dans l'Empire grâce au soutien autrichien à la cause des princes⁵⁸. En fait, il était allé jusqu'à envoyer J.-M. Augeard, ancien secrétaire de Marie-Antoinette et administrateur du domaine du roi, en tournée de visites en Allemagne pour affermir la volonté des princes à refuser un règlement monétaire de leurs revendications, au moment même où il essayait de les freiner devant une action ouvertement agressive qui pouvait entraîner l'Autriche dans une guerre⁵⁹. Très clairement, c'était un jeu dangereux qui n'améliorait guère les perspectives de paix, sans parler de démontrer sa bonne foi en tant qu'allié. Et bien sûr, même s'il tarda à le faire, Léopold ratifia bel et bien le *conclusum*, ce dont les Français prirent acte. En second lieu le Ministère français des Affaires étrangères avait reçu des rapports confirmant des rumeurs selon lesquelles ce qui avait motivé les princes dans leur refus de compensation était leur désir de trouver un prétexte pour présenter de nouvelles revendications territoriales en Alsace et en Lorraine, et si possible pour déclencher une contre-révolution armée⁶⁰. Que ce soit vrai ou faux, les Français pouvaient difficilement trouver dans ces rapports de bonnes raisons de se sentir en sécurité à l'intérieur

(56) T. C. W. BLANNING, *Origins*, op. cit., p. 79.

(57) *Ibid.*, p. 77-78.

(58) AAE, CP Allemagne 661, f° 196-97.

(59) J.-M. AUGÉARD, *Mémoires secrets de J.M. Augeard*, Paris, Henri Plon, 1866, p. 242-243, 258-259 ; J. H. CLAPHAM, *Causes*, op. cit., p. 30n1, confirme que le compte rendu d'Augeard correspond aux faits connus.

(60) AAE, CP Allemagne 661, f° 196-98 et 662, ff.11, 27. L'agent était le baron de Groschlage, qui était également ministre de l'Électeur de Mayence. Sur Groschlage et ses relations avec le Ministère des Affaires étrangères français, voir AAE Personnel 1^{re} série Volumes Reliés, f.36.

de leurs frontières, en particulier à la lumière des craintes éprouvées depuis longtemps que la Lorraine pourrait servir de terrain de lancement pour une offensive autrichienne⁶¹, des désordres dans l'armée française, dont on faisait largement état, qui incitaient à des incursions étrangères sur le territoire français, et de la perte effective de tous les principaux alliés de la France, à l'exception possible, ô ironie, de l'Autriche.

Le troisième groupe de pression dangereux était la famille royale de France, particulièrement Marie-Antoinette, autrichienne de naissance. Les relations de la reine avec Léopold n'étaient pas aussi intimes qu'avec Joseph, cependant la mort de ce dernier en février 1790 n'avait pas empêché que le bruit coure en mai qu'elle travaillait avec le mystérieux « comité autrichien » pour renverser le régime en France pour le compte de l'Autriche⁶². Bien que fantaisistes dans la plupart de leurs détails, ces rumeurs n'en comportaient pas moins un grain de vérité. Montmorin tentait désespérément d'éviter que l'alliance franco-autrichienne ne s'effondre, et même si l'Autriche le soupçonnait de temps à autre de traiter en sous-main avec la Prusse, pour les Autrichiens il semblait plus que disposé à suivre leurs ordres. Ainsi que Mercy le rapporta à Joseph le 17 décembre 1788, « le comte de Montmorin se prête avec apparence de bonne volonté et de franchise à tout ce que j'ai été chargé de lui proposer »⁶³.

En ce qui concerne Marie-Antoinette, que l'on crédite rarement de quoi que ce soit de vaguement lucide, elle comprit quels étaient les avantages éventuels du rapprochement austro-prussien pour le sort de sa famille dès ses tout premiers signes prometteurs en 1790. Reconnaisant la futilité de l'invasion contre-révolutionnaire qu'on l'accusait à tort d'appeler de tous ses vœux, Marie-Antoinette proposa, dès le mois de juin 1790, de former plutôt une association entre pouvoirs étrangers pour faire pression sur le gouvernement révolutionnaire pour qu'il adopte des mesures plus favorables à la monarchie⁶⁴. Au fur et à mesure que le temps passait, elle devint de plus en plus persuadée que le salut de la famille royale ne pouvait venir que de l'étranger, c'est-à-dire de Léopold qui, comme l'a récemment montré Munro Price, était moins sourd à ses plaidoyers en faveur d'une aide à la famille royale que ne l'ont reconnu des spécialistes antérieurs⁶⁵.

(61) Thomas E. KAISER, « Ambiguous Identities : Marie-Antoinette and the House of Lorraine from the Affair of the Minuet to Lambesc's Charge », dans Dena GOODMAN, éd., *Marie-Antoinette : Writings on the Body of a Queen*, New York et London, Routledge, 2003, p. 171-198.

(62) Thomas E. KAISER, « Who's Afraid? », art. cité.

(63) D'ARNETH et FLAMMERMONT, *Correspondance secrète*, t. 2, p. 218.

(64) Evelyn LEVER, éd., *Correspondance de Marie-Antoinette (1770-1793)*, Paris, Taillandier, 2005, p. 510.

(65) Munro PRICE, *Road, op. cit.*, p. 147. Ainsi que l'écrivit Marie-Antoinette à Mercy le 26 août 1791, « nous n'avons donc plus de ressources que dans les puissances étrangères. Il faut, à tout prix, qu'elles viennent à notre secours, mais c'est à l'empereur à se mettre à la tête de tous et à régler tout ». Voir aussi sa lettre à Mercy du 16 décembre 1791, dans laquelle elle écrit « notre sort va être entièrement entre les mains de l'empereur. De lui va dépendre notre existence future, j'espère qu'il se montrera mon frère et le

La fuite à Varennes fut organisée et exécutée avec la collaboration de l'empereur, notamment par la mise à la disposition de la famille royale de 11 000 soldats autrichiens après son départ de Paris. « Tout ce qui est à moi est à vous : argent, troupes, enfin tout ! » écrivit Léopold à Marie-Antoinette lorsqu'il reçut des rapports mensongers selon lesquels la famille royale avait réussi à s'enfuir. « Disposez-en librement, je ne désire que de vous être bon à quelque chose, et de pouvoir vous témoigner mon amitié en toutes, mais surtout dans cette occasion »⁶⁶. Selon toute apparence, cette offre était faite sérieusement, car dans sa correspondance avec sa sœur Marie-Christine, gouverneur-général des Pays-Bas autrichiens, Léopold non seulement annonçait avec colère son intention de venger exemplairement tout le mal fait à la famille royale, mais autorisait également Marie-Christine à informer la famille royale que l'empereur était tout disposé à fournir « sur mon nom et mon crédit, toutes les sommes d'argent dont ils auront besoin », à publier en son nom et avec l'aide de Mercy toutes les déclarations que le roi souhaitait diffuser, et de façon très révélatrice, « à donner de ma part, tous les ordres nécessaires au maréchal Bender, et à tous les généraux pour mettre mes troupes en mouvement, les approcher des confins, les faire même entrer en France, selon ce que le roi désirera, et toujours sur sa demande et réquisition, et comme troupes alliées »⁶⁷.

Ce qui est certain c'est qu'après avoir appris les conséquences réelles du fiasco de Varennes, Léopold se montra moins coopératif que ses lettres ne le promettaient, car, tout en espérant faire lâcher prise aux révolutionnaires, il ne voulait pas leur offrir un incontestable *casus belli*, particulièrement à ce moment précis où la famille royale de France était quasiment en captivité. Et il est vrai que Marie-Antoinette en vint à croire que Léopold l'avait trahie parce qu'il refusa de convoquer le « congrès armé » des puissances étrangères qu'elle-même et Louis persistaient à réclamer. Pourtant, si sa diplomatie resta bien en deçà de ce qu'espérait et attendait la famille royale de France, Vienne fit davantage que des allusions à l'usage de la force, comme indiqué plus haut, et après que Kaunitz eut rendu publique son annonce de contre-mesures le 21 décembre, Marie-Antoinette la cita à

véritable allié du roi ». Evelyne LEVER, *Correspondance, op. cit.*, p. 585-586, 734. À noter que Marie-Antoinette, comme tant d'autres, considérait que la situation reposait sur Léopold.

(66) Evelyne LEVER, *Correspondance, op. cit.*, p. 546. Si la revue *Révolutions de Paris* avait eu connaissance de cette lettre, elle aurait eu d'autant plus de raisons de décrire Varennes comme un « complot lâche et perfide, médité depuis 18 mois » par « des maisons de Bourbon et d'Autriche coalisées » (*Révolutions de Paris*, t. 102, 18-25 juin, 1791, p. 526). Sur les intentions de Léopold dans l'épisode de Varennes, voir sa lettre à Kaunitz du 20 mai 1791 dans Adolph BIER, éd., *Joseph II, Leopold II, und Kaunitz. Ihr Briefwechsel*, Vienna, Wilhelm Braumüller, 1873, p. 406-408. Sur l'organisation de Varennes, voir PRICE, *Road, op. cit.*, chap. 7. Pour un compte rendu général, voir Timothy TACKETT, *When the King Took Flight*, Cambridge, Mass., et London, Harvard University Press, 2003 ; et Mona OZOUF, *Varennes : La mort de la royauté, 21 juin 1791*, Paris, Gallimard, 2005.

(67) Adam WOLF, éd., *Leopold II und Marie Christine, Ihr Briefwechsel*, Vienna, Carl Gerold's Sohn, 1867, p. 246, 241. Je remercie Munro Price d'avoir attiré mon attention sur une de ces lettres.

Mercy comme un exemple d'initiative heureuse qui devrait être suivie d'autres actes d'intimidation⁶⁸. Somme toute, bien qu'elle-même et Louis eussent échoué à faire agir Léopold avec la vigueur qu'ils auraient souhaitée, ce n'était ni faute d'avoir essayé, ni sans avoir obtenu une petite dose de réussite⁶⁹. De plus, il ne faudrait pas oublier que, à la veille de la guerre, Marie-Antoinette transmet bel et bien des renseignements militaires aux Autrichiens⁷⁰.

Si dès le début de 1792 existaient de solides raisons de croire que les émigrés, les princes possessionnés et la famille royale de France pouvaient inciter l'Autriche, désormais renforcée par ses nouvelles alliances, à entreprendre une action offensive, ces raisons avaient-elles assez de poids en elle-mêmes pour convaincre l'Assemblée de déclarer la guerre le 20 avril ? On a des preuves du contraire. Parmi toutes les hantises de conspiration propagées depuis 1789, et en particulier après Varennes⁷¹, rassembler les « preuves » disponibles pour en faire une image convaincante de l'agression imminente de l'Autriche – ce que, nous l'avons déjà relevé, Pellenc a désigné comme la source principale du penchant de plus en plus vif du public pour la guerre – exigeait le type de campagne de propagande soutenue que les partis bellicistes menaient, ne fût-ce que pour des raisons opportunistes qui leur étaient propres. La clé du succès de cette campagne – et témoignage de son manque total d'originalité – fut l'évocation réitérée par ses auteurs de tous les thèmes majeurs du « complot autrichien » : la mésalliance fatidique de 1756, le déclin militaire et diplomatique de la France qui s'en est suivi, et la succession de trahisons prétendument responsable de la renonciation de la France à son statut prééminent en Europe. Dans ce contexte, les initiatives diplomatiques prises par l'Autriche depuis 1789 apparaissaient de façon on ne peut plus frappante

(68) Evelyne LEVER, *Correspondance*, op. cit., p. 761.

(69) Blanning concède le premier point ; en fait, il semble l'exagérer : « La cour conspirait contre la Révolution et essayait de provoquer l'intervention armée des puissances étrangères » (T. C. W. BLANNING, *Origins*, op. cit., p. 99). Mais quelques mois encore avant le début du conflit, le couple royal prônait une « intervention armée » sous la forme de pressions externes appuyées par la menace d'une force crédible, pas une véritable invasion, dont il avait aisément compris que les conséquences pourraient être terribles, en particulier pour lui-même. Certains révolutionnaires, tels Gensonné, se rendaient compte du caractère manipulateur de cette tactique, mais bien entendu les Français ne pouvaient être sûrs que les Autrichiens s'arrêteraient devant des menaces de forces armées ou qu'ils procéderaient à une véritable invasion. Réticents à envahir, les Autrichiens s'attendaient cependant à ce que la coalition l'emporte facilement si la guerre éclatait. Voir Karl A. ROIDER, *Baron Thugut*, op. cit., p. 99.

(70) Voir ses lettres du 26 mars 1792 à Mercy et du 30 mars 1792 à Fersen dans LEVER, *Correspondance*, op. cit., p. 780-782.

(71) Timothy TACKETT, « Conspiracy Obsession in a Time of Revolution : French Elites and the Origins of the Terror, 1789-1792 », *American Historical Review*, t. 105, 2000, p. 691-713 ; Thomas E. KAISER, « Nobles into Aristocrats, or How an Order Became a Conspiracy », dans Jay SMITH, éd., *The Eighteenth-Century French Nobility : Re-Appraisals and New Perspectives*, University Park, Penn., The Pennsylvania State University Press, 2006, p. 189-224 ; Peter CAMPBELL, Thomas E. KAISER, Maria LINTON, eds., *Conspiracy in the French Revolution*, Manchester, Eng., Manchester University Press, 2007.

comme les viles ruses d'un empire expansionniste résolu à détruire son principal rival.

Il va sans dire que le rôle du scélérat en chef revint à Léopold jusqu'à sa mort le 1^{er} mars 1792. Mais le fait que son successeur François II jouissait en France d'une réputation plus belliqueuse que celle de Léopold⁷², et, plus important, que le « complot autrichien » n'impliquait pas seulement Léopold, mais toute la dynastie Lorraine-Habsbourg, permirent aux partis favorables à la guerre de continuer à s'inspirer du même scénario, en dépit de la sortie de Léopold de la scène de l'histoire. Ainsi que le déclara Charles Dumouriez, le nouveau ministre des Affaires étrangères austrophobe lorsqu'il présenta la résolution de guerre le 20 avril, la mort de Léopold aurait, en théorie, pu constituer une nouvelle base de négociations. Mais, rappela-t-il à l'Assemblée, « le système profondément ambitieux de la maison d'Autriche est toujours le même, & le changement des princes qui gouvernent n'y apporte aucune variation »⁷³. Dans ce cas, selon le raisonnement des partis en faveur de la guerre, si le traité de 1756 restait intact – ce que Brissot, entre autres, démentit⁷⁴ – il incombait aux députés de l'abroger alors par une déclaration de guerre, autant pour régénérer la nation et réaffirmer sa souveraineté que pour protéger sa sécurité. « Puisque votre constitution vous commande l'abandon de ce traité », insista Brissot, « non seulement vous ne pouvez plus en demander l'exécution à l'empereur, mais vous devez au contraire lui déclarer que votre constitution vous force d'y renoncer »⁷⁵. « La rupture de ce traité [déclara Vergniaud sous des applaudissements enthousiastes] est une révolution aussi nécessaire dans l'ordre politique, soit pour l'Europe, soit pour la France, que la destruction de la Bastille l'a été pour notre régénération intérieure »⁷⁶. Ainsi, ce fut par une déclaration de guerre quasi unanime à François II, que l'Assemblée exprima, en même temps, sa volonté que le

(72) Voir le rapport de Noailles du 18 mars 1792, dans lequel il oppose la modération de Léopold à l'arrogance de François II et sa prédisposition à être influencé par des ministres belliqueux. AAE CP Autriche 363, f.233. Le fait que François II était vraiment plus enclin que Léopold à agir de manière agressive est souligné par Karl A. ROIDER, *Baron Thugut*, chap. 4. Voir également Albert SOREL, *L'Europe*, op. cit., t. 2, p. 373-375.

(73) Louis XVI, *Discours du roi, prononcé à l'Assemblée nationale, le 20 avril 1792. Suivi du Rapport fait au Conseil du Roi, & prononcé à l'Assemblée nationale par son ordre, par le Ministre des Affaires Étrangères, sur notre situation politique*, [Paris], Imprimerie Nationale, 1792, p.7. Sur la composition du discours de Dumouriez, voir Étienne DUMONT, *Souvenirs sur Mirabeau et sur les deux premières assemblées législatives*, Paris, Charles Gosselin, 1832, p. 415-418.

(74) Voir le discours de Brissot du 17 janvier 1792, dans lequel il déclara « Je ne dirai donc pas [...] à l'empereur : voulez-vous exécuter le traité de 1756 ? Mais je lui dirai : vous avez violé vous-même le traité de 1756 : donc, nous devons le regarder comme rompu. » *Le Moniteur*, réimp., t. 11, 19 janvier 1792, p. 149.

(75) *Ibid.*, p. 151.

(76) Pierre-Victorien VERGNIAUD, *Opinion de M. Vergniaud sur le rapport du Comité diplomatique ; concernant l'office de l'Empereur*, [Paris], Imprimerie Nationale, [1792], p. 9. Sur le thème de la guerre et de l'honneur national, voir Marc BELISSA, *Fraternité universelle*, op. cit., p. 273-274.

renversement des alliances de 1756 – source présumée des malheurs diplomatiques de la France pendant près de quarante ans – soit à son tour renversé.

*

Deux points principaux ressortent de cette analyse. Le premier est que l'heure est arrivée pour s'avancer au-delà du débat entre ceux qui soutiennent la primauté des questions internationales et ceux pour qui la prépondérance revient à la politique intérieure. Comme cela devrait maintenant être évident, les événements dans les deux domaines méritent une attention particulière, et comprendre leur interaction est absolument crucial pour saisir comment ils se sont enchaînés pour en arriver à la guerre. Ensuite, les faits décrits plus haut démontrent qu'il est nécessaire que les historiens fassent preuve d'un peu plus d'empathie que par le passé lorsqu'ils évaluent les menaces d'invasion auxquelles firent face des nations qui n'avaient pas accès à la documentation dont nous disposons, qui ne pouvaient connaître le fin mot de l'histoire, et, contrairement aux historiens d'aujourd'hui, auraient payé fort cher d'avoir eu tort. L'opération qui consiste à mesurer la gravité de menaces à son égard n'est pas une mince affaire, et, par sa nature même, est exposée à l'exagération et à des abus flagrants, pas moins aujourd'hui qu'en 1792. Tel fut le cas, par exemple, lorsque les États-Unis attaquèrent l'Irak en mars 2003 avançant comme raison – ou prétexte – que les armes de destruction massive fictives de Saddam Hussein pouvaient se retrouver entre les mains de terroristes. Encore plus difficile est l'analyse rétrospective de menaces raisonnablement crédibles d'aide militaire accordée à des groupes qui ont juré de détruire le système politique d'autres nations. Pour ce qui est de la guerre de 1792, la lecture traditionnelle a sans doute raison lorsqu'elle affirme que les partis bellicistes exploitèrent la situation pour leurs propres motifs secrets et que le résultat fut un nombre de victimes effroyable. Mais cet opportunisme réussit non seulement parce que la nation fut délibérément trompée, mais aussi parce que, étant donné ce qui était connu et pouvait être observé à propos de l'Autriche et ses alliés, des gens plutôt ordinaires en arrivèrent à la conclusion fausse, mais pas paranoïaque, que leur vie et leur sort étaient en danger mortel.

Thomas E. KAISER

University of Arkansas at Little Rock
Department of History
2801 S. University
Little Rock, Arkansas 72204 États-Unis
tekaiser@ualr.edu